

Par contre, je lis, à l'endos de ces mêmes rapports, que le capital souscrit des banques, le capital payé des banques ne s'élève qu'à 287 millions et que l'augmentation du capital payé de 1967 à 1968 n'est que de 6 millions de dollars. A la fin de l'année 1967, le total des sommes d'argent payées dans les banques, du point de vue des actionnaires, était de 287 millions et, à l'heure actuelle, le montant total qui a été payé par les actionnaires des banques s'élevait à 293 millions. Et pourtant, grâce à une augmentation de capital payé de 6 millions, elles ont réalisé un profit dans l'actif. Il s'est produit une augmentation de l'actif, en l'espace de dix mois, de plus de 3 milliards, alors que le capital souscrit était de plus de 6 millions.

Or, monsieur le président, je dis ces choses pour prouver qu'aujourd'hui, les compagnies de finance et les banques, surtout, ne peuvent pas crier qu'elles ne réalisent pas de profit. Il y a cependant une chose étrange: c'est que le coût de la vie augmente.

A la page 312 du volume intitulé *Le Canada au 20^e siècle*, on parle de l'Alberta, province d'origine de l'honorable ministre de l'Agriculture, et l'on dit que le gouvernement de cette province a réduit le taux de ses obligations pour réussir à payer sa dette provinciale. Je cite:

L'Alberta a réduit le taux d'intérêt sur ses obligations de 7 p. 100 à 3 p. 100 et aujourd'hui le gouvernement albertain est libre de toutes dettes.

Le gouvernement de l'Alberta, pour réussir à payer ses dettes, a réduit le taux de ses obligations, alors qu'à Ottawa, on s'apprête à augmenter le taux des obligations et celui de l'intérêt sur les prêts agricoles. La situation est plus aiguë depuis le 30 octobre 1967.

Le total des actifs bancaires s'élève à plus de 31 milliards. Le total des dépôts du public se chiffre à 21 milliards 226 millions dans les banques à charte, mais il n'y a que 350 millions sous forme de monnaie, de pièces de métal, et 2 milliards 850 millions en billets de banque du Canada. Cela fait un total d'environ 3 milliards 400 millions en monnaie visible à l'œil nu, touchable et transportable, en métal ou en papier, mais il y a quand même eu des dépôts dans les banques de plus de 21 milliards. D'où provient donc—et le ministre de l'Agriculture connaît la réponse—la différence de 18 milliards? Voilà la grande question que le peuple se pose depuis longtemps. S'il n'y a actuellement que 3 milliards en monnaie de métal et en billets de banque du Canada en circulation, pouvons-nous dire qui a créé les autres 18 milliards qui sont inscrits dans les dépôts bancaires? Cette question a déjà été posée au comité des finances, du commerce et des questions économiques par l'honorable député de Compton (M. Latulippe) le 6 février 1967,

et cela apparaît à la page 3012 des délibérations du comité. La question fut posée au ministre des Finances de l'époque, M. Sharp, et voici sa réponse:

M. Sharp: Le système employé pour créer du crédit est bien connu. Les banques accordent des prêts. Les montants sont mis en dépôt aux banques. Ils deviennent une partie de la masse monétaire. Voilà une façon de le créer. Cette méthode est bien connue. Je crois que c'est une des méthodes que les membres du Crédit social attaquent comme «peu naturelles».

Alors, monsieur le président, même avec un petit capital investi, les banques peuvent, grâce à la réserve que la loi les oblige de garder—elle est de 6 p. 100, aujourd'hui—avec \$6 en caisse, faire des prêts de l'ordre de \$100.

J'ai en main un autre article publié dans *The Montreal Gazette* du 30 septembre 1958, que le ministre de l'Agriculture va certainement trouver intelligent, et je cite:

[Traduction]

Pourquoi le gouvernement emprunte-t-il d'institutions privées?

Monsieur—Pourquoi les trois principaux partis politiques n'ont-ils absolument rien dit sur le problème économique de loin le plus important pour le Canada d'aujourd'hui? Je parle de la mainmise privée sur le système monétaire de la nation.

La constitution donne déjà au gouvernement fédéral tout pouvoir d'utiliser la Banque du Canada pour consentir des prêts, libres d'intérêt, pour des entreprises publiques ou d'habitation. Mais au lieu d'agir ainsi, le gouvernement permet aux banques privées de créer environ 95 p. 100 de toute notre masse monétaire et de prêter cet argent à intérêt pour leur profit, sans tenir compte des besoins vitaux de la nation. Le gouvernement lui-même joue le jeu en empruntant des institutions privées.

La coutume incroyablement stupide et tout à fait inutile du gouvernement qui consiste à emprunter avec intérêt de l'argent canadien signifie que les contribuables doivent payer environ 1,500 millions de dollars d'intérêt chaque année, pour lesquels ils ne reçoivent pratiquement rien en retour. Ces intérêts énormes et immérités ne représentent aucun accroissement de la production. C'est une des causes principales de l'inflation actuelle et de nos impôts excessifs.

Les problèmes de l'inflation, des impôts excessifs, du chômage et du prix exorbitant des logements seront réglés lorsque le gouvernement fédéral décidera de consentir des prêts sans intérêt, par l'entremise de la Banque du Canada, pour la mise en œuvre de programmes sociaux et pour la construction de logements avec des normes raisonnables, suffisant tout juste à procurer en permanence à ceux qui veulent travailler et gagner leur vie, tous les débouchés possibles.

Que les prêteurs tirent leurs bénéfices d'investissements dans l'entreprise privée de production, et non dans des projets et des logements sociaux dont les gens devraient pouvoir bénéficier au coût réel de production (main-d'œuvre et équipement).

Quelqu'un pourrait-il trouver ne fût-ce qu'une raison qui permettrait au gouvernement de toujours emprunter, avec intérêt, de l'argent canadien? Les Canadiens sont les victimes de la pire machination jamais ourdie: le monopole des banques quant aux fonds privés. Qu'entend faire le premier ministre Trudeau à ce sujet?